

Luxembourg, le 4/10/2006

Administration de l'environnement

**RECOMMANDEE avec
AVIS DE RÉCEPTION**

Energie et Environnement S.A.
Direction
RUE ANDETHANA 99
L-6970 HOSTERT (Niederanven)

votre réf.:
notre réf.:
dossier suivi par: M. Carlo HIPPE

Établissement : Syndicat Intercommunal Z.A.R.E

Objet : création et aménagement d'une zone d'activité

Emplacement : RUE HENRI KOCH
ESCH-SUR-ALZETTE

Madame, Monsieur,

En date du 20 juillet 2006, le bureau d'étude Energie & Environnement S.A, a déposé au nom du syndicat Z.A.R.E un dossier sollicitant une autorisation en vertu de la législation sur les établissements classés pour l'objet mentionné sous rubrique.

L'Administration de l'environnement constate que le projet est soumis aux dispositions du règlement grand-ducal du 7 mars 2003 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. En effet, les zones d'activités figurent à l'annexe II du prédit règlement grand-ducal, point 10.a. En application de l'article 4, point b, du règlement grand-ducal en question, le projet sollicité doit-être soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement dès lors qu'il résulte d'un examen, cas par cas, effectué par l'autorité compétente, qu'un projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

L'Administration de l'environnement, en tant qu'autorité compétente, a examiné le projet en tenant compte des critères de sélection pertinents dont question à l'annexe III du règlement grand-ducal du 7 mars 2003 et des informations fournies par le dossier déposé le 20 juillet 2006 et sollicitant une autorisation en vertu de la législation sur les établissements classés.

Il résulte de cet examen, que

- ♦ la zone d'activités projetée (phases 1 et 2) ne représente qu'un projet de dimension moyenne (8,3 ha). Les parcelles ont une surface totale de 5,2 ha;
- ♦ la zone d'activité projetée héberge déjà un établissement industrielle (imprimerie);
- ♦ la zone d'activité projetée se situe en zone d'influence d'une autoroute.

Il en résulte de ce qui précède que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement (effets directs et indirects) et qu'une évaluation des incidences sur l'environnement n'est pas requise.

La présente ne porte pas sur la conformité du dossier présenté le 16 août 2006 par rapport à l'article 7 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.


Claude GEIMER
Directeur adjoint